

par **Alain Cambier**

professeur de Philosophie en Khâgne (Douai)

L'engouement pour la vie associative contraste paradoxalement avec la crise de confiance dont souffrent actuellement les partis politiques. Faut-il y voir le symptôme d'une vaste dépolitisation des citoyens ou plutôt la preuve qu'une certaine conception de la politique a fait son temps ? Si les partis politiques suscitent aujourd'hui autant de méfiance, les "affaires" n'en sont pas la seule raison. Le mal est plus profond : il révèle que le modèle d'une démocratie verticale est en train de périr. La vitalité des associations est le signe, en revanche, de l'aspiration à une démocratie horizontale.

Les paradoxes de la désaffection vis-à-vis des partis politiques

L'organisation des forces politiques en une pluralité de partis manifeste la division normale de l'opinion dans une société. Dès lors, si ces partis occupent une place prépondérante dans la vie politique, ce phénomène devrait refléter le développement de la démocratie, puisque ce type de régime se veut le plus attentif au jeu de l'opinion. Dans les conceptions absolutistes du pouvoir, les partis étaient condamnés parce qu'ils étaient suspectés de provoquer désordres, rebellions ou séditions, et de porter atteinte à l'autorité du souverain. Ne voir dans la pluralité de partis politiques qu'un signe de faiblesse reste encore l'apanage des tenants d'un pouvoir autoritaire. Personne ne pourrait nier que depuis le XVII^e siècle, l'essor des partis politiques a accompagné la conquête de la démocratie, qui a permis leur institutionnalisation. Il est donc étonnant d'assister aujourd'hui à une crise de confiance vis-à-vis des partis politiques et de constater le recul de leurs sphères d'influence. Certains veulent y voir le signe d'un déclin de la démocratie. Pourtant, le dynamisme de la vie associative révèle plutôt que la démocratie est loin d'être remise en cause. Bien plus, celle-ci a trouvé, dans la multiplication des associations, les moyens de se donner une nouvelle jeunesse. Il nous faut alors nous demander si la désaffection constatée vis-à-vis des organisations strictement politiques n'est pas l'indice que **les partis, dans leur forme traditionnelle, peuvent constituer un obstacle au renouvellement même de la vie démocratique.**

L'ambiguïté latente du parti politique dans sa prétention à servir d'intérêt général

Le parti politique repose sur une ambiguïté qui peut être à la source des difficultés qu'il rencontre aujourd'hui pour asseoir sa légitimité : il apparaît comme une organisation à caractère privé - puisqu'il repose sur l'opinion, l'adhésion libre de ses membres et un mode de fonctionnement dont il fixe lui-même les statuts -, mais sa vocation est publique. Bien plus, il prétend obtenir en charge la direction même de la sphère publique. En effet, à la différence des syndicats qui rassemblent des adhérents de même profession recherchant à préserver leurs intérêts professionnels et à obtenir la satisfaction de leurs revendications corporatistes et économiques, les partis sont censés regrouper des citoyens de tous horizons qui ont décidé de consacrer une partie de leur vie privée à une organisation politique, sur la base d'une doctrine ou d'une conception commune du bien public. **Même si le parti trouve sa source dans la sphère privée, son but est de parvenir au pouvoir d'Etat.** L'essor des partis politiques a été le résultat de la rationalisation moderne du politique, dans la mesure où il correspond à la prise de conscience de l'importance de l'opinion et de la mobilisation nécessaire des différentes couches sociales, en vue de la légitimation du pouvoir. L'âge d'or des partis politiques est donc concomitant de l'émergence d'une sphère publique solidement structurée et, la plupart du temps, ces derniers reproduisent, en leur sein, les traits de fonctionnement du pouvoir d'Etat. Ainsi, un parti mettra toute son énergie à maintenir l'unanimité en son sein, à rester uni en luttant contre les scissions, à juguler les tentatives de déstabilisation provenant de ceux qui sont impatients d'accéder aux commandes de l'appareil. Tout comme l'Etat est devenu une sorte de personnalité indépendante censée être au service de l'intérêt général du peuple, en se mettant au-dessus des intérêts particuliers, le parti semble constituer une entité politique autonome dotée de sa propre capacité à penser ou à décider, indépendamment de ses adhérents de base. **Pourtant, puisque tout parti politique reste une organisation privée, il demeure taraudé par un subjectivisme d'appareil.**

...

Or, il serait naïf de croire que celui-ci puisse disparaître aussitôt que le parti a réussi à accéder à la responsabilité du pouvoir d'Etat. L'expérience du totalitarisme au XXème siècle a révélé de manière paroxystique ce phénomène. Le régime totalitaire a non seulement entretenu la confusion entre l'administration du parti et l'administration publique, mais il a révélé comment la puissance monopolistique d'un parti et d'un leader pouvait phagocytter l'Etat : ce n'est pas un hasard si Hitler préférait le titre de *Führer* du peuple allemand à celui de chancelier du *Reich* et si en URSS les véritables décisions politiques étaient prises par le Bureau Politique du parti et non par le gouvernement. Mais les effets pervers de l'ambiguïté des partis politiques demeurent latents, même dans un régime démocratique. Les partis apparaissent comme autant d'associations privées, douées d'une volonté particulière, soucieuses de leur croissance propre et visant à perdurer au-delà de la prise de pouvoir. Comme l'avait remarqué Max Weber, les partis recourent à des "hommes politiques professionnels" qui ne vivent pas seulement pour la politique, mais aussi et surtout de la politique. Aussi la spirale même des prébendes semble nécessairement impliquée par leur mode de fonctionnement. Or, selon Weber, face aux dérives qu'un tel système peut entraîner, seul le sens de l'honneur de la fonction publique pourrait s'opposer : "Si ce sentiment de l'honneur n'existait pas chez les fonctionnaires, nous serions menacés d'une effroyable corruption et nous n'échapperions pas à la domination des cuistres". Les capacités de résistance de ce sens de l'honneur ne sont malheureusement pas illimitées...

Les associations comme mise en commun d'intérêts particuliers

Pourtant, ce risque de prévarication pourrait rester marginal et ne doit surtout pas occulter un paradoxe plus profond. Car si les partis politiques peuvent s'avérer inadaptés pour répondre aux aspirations démocratiques de la société moderne, ce phénomène s'explique par des raisons autres que celles liées aux abus de leur subjectivisme d'appareil. En effet, leur finalité même qui consiste à prétendre régler les problèmes de la société par la maîtrise du pouvoir d'Etat fait problème. La prolifération des associations prouve les limites d'un tel projet. La logique de la vie associative prend le contre-pied de celle des partis politiques. Elle oppose sa souplesse à leur rigidité, sa prise en compte du concret à leurs discours en langue de bois. Les associations ne sont pas des partis : ce sont des hommes et des femmes qui se rassemblent pour poursuivre un but bien défini à court terme et qui seraient prêts à disparaître si ce dernier était atteint. La tendance à former des associations témoigne d'un renforcement du goût de l'action. Aussi pouvons-nous dire encore aujourd'hui avec Tocqueville que sitôt que plusieurs

individus ont conçu un sentiment ou une idée qu'ils veulent produire dans le monde ou perçu quelque erreur qu'ils veulent rectifier, "ils se cherchent, et, quand ils se sont trouvés, ils s'unissent. **Dès lors ce ne sont plus des hommes isolés, mais une puissance qu'on voit de loin, et dont les actions servent d'exemple ; qui parle et qu'on écoute**". Les associations constituent autant de contre-pouvoirs potentiels qui garantissent la possibilité d'une vie démocratique, en palliant l'impuissance des individus repliés sur leur égoïsme. Elles leur permettent de participer à une nouvelle définition du bien commun qui n'est plus décrété d'en haut - comme le bien public avec lequel il ne se confond justement pas -, mais qui prend en charge les préoccupations concrètes de notre être-au-monde. Ici, il ne s'agit plus de faire croire hypocritement qu'une organisation établie dans les conditions de la sphère privée pourrait prendre en charge l'intérêt supérieur de la sphère publique, en transcendant sa nature originelle, mais de rappeler au contraire à l'Etat que celui-ci n'est pas tout, et que la société civile elle-même recèle les ressources pour renouveler la démocratie. Les partis politiques se présentent le plus souvent comme des appareils idéologiques d'Etat : ils reproduisent dans leur fonctionnement, comme dans leurs programmes, la logique de la raison d'Etat. De même, ils apparaissent grands consommateurs d'idéologie : ils se justifient ainsi en mettant en scène un intérêt général sublimé - qui ne pourrait donc être, en réalité, que désintéressé, puisqu'il viserait celui d'un peuple abstrait hypostasié. Déjà au XVIIIème siècle, David Hume ne comprenait pas que les partis puissent se fonder sur des principes strictement abstraits et de pure spéculation : "C'est peut-être là le phénomène le plus singulier et le plus inexplicable du genre humain" soulignait-il. En revanche, la reconnaissance d'un intérêt particulier commun anime les associations. Mais il s'agit ici de prendre la notion d'intérêt dans son sens étymologique : *inter-est*, c'est-à-dire ce qui se trouve entre les hommes, qui les sépare et en même temps les réunit. Une portion de ville peut ainsi constituer l'*inter-est* qui mobilise une association de quartier. Alors que le parti politique renvoie à une logique du *trans-*, l'association relève d'une logique de l'*inter-*. La mise en commun d'intérêts particuliers définit la vie associative. Elle révèle ainsi qu'il ne peut y avoir de véritable démocratie qu'en prenant en compte l'être-au-monde de l'homme. A la différence du parti politique qui prétend idéologiquement qu'en se mettant au service de l'intérêt général abstrait, la poursuite de son propre intérêt particulier s'évanouirait comme par magie, **la vie associative démontre que l'intérêt général ne peut être que la résultante d'intérêts particuliers mis en commun**. L'association assume l'intérêt particulier partagé et en fait le ressort dynamique d'une société civile réfléchie.

...

...
La réhabilitation de la volonté de tous par rapport à une volonté générale abstraite

La vie associative explore de nouvelles modalités de la démocratie. Elle permet de mettre l'accent sur la dimension relationnelle du pouvoir et de sortir par là même d'une conception hypostasiée du peuple. Elle nous force à effectuer une relecture critique du **Contrat social** de Rousseau qui a longtemps servi à justifier une conception dogmatique de la République : dans le chapitre 3 du Livre II de cette œuvre, Rousseau clouait au pilori toute possibilité de vie associative : "Il importe donc pour avoir bien l'énoncé de la volonté générale qu'il n'y ait pas de société partielle dans l'Etat et que chaque citoyen n'opine que d'après lui". Alors que Rousseau privilégiait ici la volonté générale au détriment de la volonté de tous qui ne viserait, selon lui, que l'addition d'intérêts particuliers, **l'activité des associations révèle qu'une société humaine n'est pas constituée par un peuple homogène consistant en une sorte d'entité abstraite surplombant les individus, mais plutôt de groupes hétérogènes qui s'établissent à partir de la mise en commun d'intérêts particuliers** : associations de quartiers, association d'aide au quart-monde, association de défense diverses, associations de commerçants, d'usagers, etc... En aucun cas, le peuple n'apparaît ici comme une idée abstraite à laquelle il faudrait rendre un culte quasi-religieux. Le *démos* que l'on rencontre dans la vie associative n'est ni l'*ethnos*, ni une abstraction fétichisée. La vie associative présente une chance nouvelle pour la démocratie dans la mesure où elle nous fait sortir à la fois d'une vision libérale des rapports humains fondée sur un individualisme forcené, et d'une conception centralisatrice jacobine d'un Etat républicain passéiste et sclérosé. Elle permet de mettre fin à cette conception déplorable de l'homme politique professionnel qui conçoit en dernière instance la circonscription qui l'élit, non pas comme un échantillon de population bien concrète qui poursuit à juste titre ses intérêts en les entrecroisant par le biais d'associations, mais comme l'image affaiblie d'un Peuple transcendant qui demeurerait en lui-même invisible s'il ne disposait pas du pouvoir iconique de la représentation politique dont notre homme serait l'exemple insigne. Cette conception transcendante du peuple ne peut être que vecteur d'oppression. **De l'idée d'un peuple-un, l'expérience de la diversité des associations nous fait passer à la reconnaissance d'un peuple-mosaïque.** Toute prise en compte de l'homme à partir d'une conception étriquée de la citoyenneté s'avère être une impasse réductrice. La lutte politique ne consiste pas à vouloir faire correspondre les hommes à une définition abstraite de la citoyenneté, comme si l'on voulait les faire rentrer dans un nouveau lit de Procuste. Les associations constituent la chair de la démocratie. Aussi les exigences légitimes de la citoyenneté ne peuvent s'articuler que sur la reconnaissance tout aussi légitime de notre être-au-monde et impliquer la circonspection politique nécessaire pour prendre en compte ce dernier.

L'apport de la vie associative à la démocratie

En jouant leur rôle de contre-poids, les associations rappellent qu'en démocratie le pouvoir demeure inappropriable. La notion de peuple n'y est qu'un nom et ne peut y jouer qu'un rôle uniquement régulateur : il sert d'opérateur critique pour empêcher toute tentation d'appropriation du pouvoir. La démocratie ne fait jouer la référence au peuple que négativement et l'empêcher de se transformer en substance réifiée qui s'imposerait aux individus. Comme l'a souligné Claude Lefort, le lieu du pouvoir tend alors à être un "lieu vide" : le pouvoir de commandement ne peut y être que désincarné. Ce dernier ne peut présenter que des visages d'emprunt. Le peuple est toujours invoqué, mais sa présence reste fondamentalement inactualisable. La démocratie nous démontre qu'un pouvoir désubstantialisé, déréifié est possible. En prétendant incarner le vide du pouvoir du peuple, l'Etat redonne à sa façon un corps à la société, mais il se heurte à la puissance de diversification concrète de la société civile. En calquant leur logique sur celle du pouvoir d'Etat, les partis politiques expriment les divisions qui tiraillent de manière certes salutaire une société, mais entretiennent encore l'illusion d'une totalisation possible du peuple, par le biais de l'appareil étatique dont ils visent la maîtrise. Or, la démocratie moderne est la première société à ne plus faire corps avec elle-même. La démocratie se produit sans cesse autre qu'elle-même, si bien que son identité est toujours différée. La démocratie fait donc de l'Etat une tâche qui reste sans cesse à accomplir puisqu'elle ne se maintient jamais en l'état et qu'elle reste toujours au contraire en devenir. Elle renvoie à une société qui demeure toujours en cours d'institution. La démocratie s'inscrit nécessairement dans un avenir qu'elle maintient ouvert, puisqu'elle correspond à un régime qui se ménage sans cesse la possibilité de s'inventer. Dès lors, nul recours à un méta-corps transcendant ne semble légitime, comme ce fut le cas avec le corps mystique du roi au temps de la monarchie, mais comme ce peut être encore le cas avec une conception métaphysique du corps de l'Etat républicain. En revanche, **les associations apparaissent comme autant de média-corps, de corps intermédiaires qui permettent à la société de ne pas se diluer en une multitude d'individus atomisés.** Elles assurent **le passage d'une conception verticale du politique** – reposant sur le principe de représentation politique se légitimant à partir de l'idée d'un état-peuple abstrait – à une **conception horizontale de la démocratie**, où les liens de la société façonnent une trame sociale bigarrée toujours inachevée. Les associations démontrent que la démocratie est la reconnaissance de la multiplicité et de ses singularités, et non sa réduction à l'Un. Elles rappellent que l'*agora* n'est que la concrétisation de l'*agoreuein* qui signifie "se rassembler". Car c'est en se rassemblant dans le respect de leurs différences et de leurs différends que les hommes constituent ainsi leur place dans le monde. ■